

**Breizh Acharts**



## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

### ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

N° 2025-90311

---

**Fourniture et livraison de produits surgelés pour les  
adhérents de la centrale d'achats « Breizh Acharts »**

---













Date et heure limites de réception des offres :  
jeudi 04 septembre 2025 à 16:00

Les plis déposés après cette date et heure limites seront éliminés.

Identification OCCENA pour ce marché : Breizh Acharts 2025-90311

**Région Bretagne**  
283 avenue général PATTON  
CS 211 01  
35711 RENNES CEDEX 7

## L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	<b>Objet</b>	Fourniture et livraison de produits surgelés pour les adhérents de la centrale d'achats « Breizh Achats »
	<b>Mode de passation</b>	Appel d'offres ouvert
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre
	<b>Nombre de lots</b>	14
	<b>Délai de validité des offres</b>	240 jours
	<b>Forme de groupement</b>	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	<b>Variantes</b>	Sans
	<b>PSE</b>	Sans
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par lot
	<b>Visite sur site</b>	Sans

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation .....	4
1.1 - Objet .....	4
1.2 - Mode de passation .....	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.4 - Décomposition de la consultation.....	4
1.5 - Nomenclature .....	5
1.6 - Renouvellement .....	5
2 - Conditions de la consultation.....	5
2.1 - Délai de validité des offres .....	5
2.2 - Forme juridique du groupement .....	5
2.3 - Variantes .....	5
2.4 - Développement durable .....	5
3 - Conditions relatives au contrat.....	6
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution.....	6
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement .....	6
3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	6
4 - Contenu du dossier de consultation.....	6
5 - Présentation des candidatures et des offres.....	7
5.1 - Documents à produire .....	7
5.2 - Echantillons.....	9
5.3 - Questionnaire égalité femmes-hommes .....	10
5.4 - Dispositions relatives à l'utilisation du logiciel OCCENA.....	10
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	11
6.1 - Transmission électronique .....	11
6.2 - Transmission sous support papier .....	13
7 - Examen des candidatures et des offres.....	13
7.1 - Examen des candidatures.....	13
7.2 - Attribution des accords-cadres .....	13
7.3 - Suite à donner à la consultation .....	19
8 - Renseignements complémentaires.....	19
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	19
8.2 - Procédures de recours .....	19

# 1 - Objet et étendue de la consultation

## 1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Fourniture et livraison de produits surgelés pour les adhérents de la centrale d'achats « Breizh Achats » dont la liste figure dans l'annexe n°1 du CCAP. Les entreprises doivent obligatoirement livrer l'ensemble des adhérents d'un même lot et, le cas échéant, leurs annexes.

## 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

## 1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre avec maximum est à bons de commande. Il sera attribué à un seul opérateur et passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique

Chaque accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

## 1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 14 lots :

Lot(s)	Désignation
01	Poissons et produits de la mer bruts et transformés
02	Produits de la mer de qualité supérieure
03	Entrées chaudes, plats cuisinés et fonds de pâtes conventionnels
04	Fonds de pâtes bio
05	Viandes et volailles conventionnelles
06	Viandes de bœuf hachées bio
07	Mono-légumes, mélanges de légumes, poêlées et herbes aromatiques, conventionnels et labellisés, blanchis et cuits
08	Légumes bio blanchis
09	Alternatives végétariennes conventionnelles et bio
10	Légumes bio cuits
11	Glaces, pâtisseries, viennoiseries
12.1	Glaces bio, produites à la ferme pour les adhérents du Finistère et des Côtes d'Armor
12.2	Glaces bio, produites à la ferme pour les adhérents de l'Ille et Vilaine
12.3	Glaces bio, produites à la ferme pour les adhérents du Morbihan

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

## 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal		Description
15896000-5		Produits surgelés

Lot(s)	Code principal	Description
01	15229000-9	Produits congelés à base de poisson
02	15221000-3	Poisson congelé
03	15896000-5	Produits surgelés
04	15896000-5	Produits surgelés
05	15896000-5	Produits surgelés
06	15896000-5	Produits surgelés
07	15331170-9	Légumes congelés
08	15331170-9	Légumes congelés
09	15896000-5	Produits surgelés
10	15331170-9	Légumes congelés
11	15896000-5	Produits surgelés
12.1	15981310-4	Glace
12.2	15981310-4	Glace
12.3	15981310-4	Glace

## 1.6 - Renouvellement

Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

## 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 240 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.2 - Forme juridique du groupement

Les candidats peuvent se présenter individuellement ou en groupement. Aucune forme de groupement n'est imposée.

### 2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

Le marché ne comprend pas de prestations supplémentaires éventuelles.

### 2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

## 3 - Conditions relatives au contrat

### 3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée de la période initiale est fixée au CCAP.

### 3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : ressources propres de chaque établissement adhérent.

De plus, concernant les conditions d'exécution et la lutte contre la concurrence sociale déloyale, la Région Bretagne attire l'attention des prestataires sur le fait qu'elle sera particulièrement vigilante sur le respect de la loi n° 2014-790 du 10 juillet 2014 visant à lutter contre la concurrence sociale déloyale.

A ce titre, la Région Bretagne sera susceptible de vérifier les conditions de travail appliquées par le prestataire dans le cadre de la loi susmentionnée.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

### 3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de cette obligation de confidentialité.

## 4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est téléchargeable via le lien <https://marches.megalix.bretagne.bzh/entreprise> qui référence les annonces de marchés publics de la Région Bretagne.

Conseil aux candidats : le téléchargement des documents de consultation est libre. Cependant, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique correspondante et une adresse électronique valide permettant de façon certaine une correspondance électronique afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la consultation, notamment les éventuelles précisions ou report de délais.

Le DCE contient les pièces suivantes :

- La déclaration de sous-traitance (Formulaire DC4 du 01/01/2024)
- Le présent règlement de la consultation (RC) et ses annexes
  - Annexe 1 au RC : échantillons
  - Annexe 2 au RC : cadre de réponse technique par lot
  - Annexe 3 au RC : modèle de fiche technique
  - Annexe 4 au RC : mode opératoire OCCENA
  - Annexe 5 au RC : questionnaire sur l'égalité femme-homme (à remplir par l'attributaire du marché)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe
  - Annexe 1 au CCAP : liste des adhérents par lot
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Les bordereaux de prix unitaires (BPU) valant Détail Quantitatif Estimatif (DQE)

Note : l'acte d'engagement (format ATTR11) sera transmis après l'analyse des offres aux candidats pressentis uniquement.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois".

Conformément à l'article R2143-13 du Code de la commande publique, "les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit."

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat
Une copie de son(es) agrément(s) sanitaire(s) pour chaque lieu de préparation, transformation, manipulation et entreposage des produits d'origine animale ou des denrées en contenant

Une déclaration sur l'honneur attestant que les produits d'origine animale, ou les denrées en contenant, émanant de tiers (producteurs et/ou fournisseurs) proviennent d'établissements de préparation, de transformation, de manipulation et d'entreposage disposant d'un agrément sanitaire européen

Pour tous les produits issus de l'agriculture biologique, une copie de la certification Agriculture Biologique du soumissionnaire. (Ou d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats sont acceptées, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés).

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre (leur signature n'est pas requise) :

Libellés
Le bordereau des prix unitaires (BPU) valant (DQE)* dûment complété (y compris les taux de remise accordé sur les prix catalogue si le candidat dispose d'un catalogue) ainsi que les frais de port additionnels pour : <ul style="list-style-type: none"><li>- les commandes de moins de 100 € HT (pour les lots 1 à 11) s'il y a lieu</li><li>- les commandes de moins de 150 € HT (pour les lots 12.1 à 12.3) s'il y a lieu</li></ul>
Les échantillons requis pour les lots 1, 3, 5 à 11 - (annexe 1 du RC)
Le cadre de réponse technique, complété et accompagné des éléments demandés
Les fiches techniques pour chaque produit proposé au BPU**
Le planning de livraison à compléter à partir de l'annexe 1 du CCAP
Le catalogue tarifaire ou les tarifs de référence
Les bordereaux qualité issus de l'application OCCENA pour les lots 1-3-4-7-9- et 11 et uniquement pour les produits présents dans l'application OCCENA (précision sur les lignes de chaque BPU)
Le formulaire DC4, en cas de sous-traitance (Les formulaires de déclaration du candidat   ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie et Ministère chargé du Budget et des Comptes publics)

\* Les BPU/DQE devront être remis sous format EXCEL ou tableur, les autres documents devront être remis au format PDF. Les prix proposés au BPU sont ceux applicables 7 jours avant la date limite de remise des offres.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées au BPU prévaudront sur toute autre indication de l'offre. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront également rectifiées et pour le jugement de l'offre, c'est le montant total ainsi rectifié qui sera pris en considération.

Le soumissionnaire doit être en mesure de proposer l'ensemble des références du lot auquel il répond, sous peine de rejet de son offre.

\*\* la documentation technique pour chaque produit proposé au BPU (fiche technique ou tout autre document), devant inclure tous les éléments permettant de vérifier le respect des caractéristiques techniques souhaitées dans le CCTP, notamment :

- le nom du produit ;
- la liste des ingrédients et le descriptif du produit incluant les valeurs nutritionnelles ;



- le pourcentage de matières premières animales pour les produits concernés ;
- la présence éventuelle d'allergènes suivant la réglementation en vigueur ;
- la provenance / l'origine du produit
- le label
- le conditionnement ;
- la durée de vie du produit ;
- les conseils de mise en œuvre pour une utilisation optimale du produit.

Le candidat peut utiliser le modèle de fiche technique disponible en annexe 3.

**ATTENTION** : Les fiches/documents techniques de chaque produit fournis doivent être rigoureusement numérotés et classés selon l'ordre porté sur le BPU avec le n° de ligne et le libellé produit dans le titre du fichier.

L'attention des candidats est attirée sur la nécessité de fournir l'ensemble des éléments constituant leur offre tels que décrits ci-dessus sous peine d'irrégularité.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## 5.2 - Echantillons

Afin d'optimiser l'analyse des offres, les candidats fourniront les échantillons conformément à la liste annexée au présent règlement (annexe 1 ECHANTILLONS).

Les échantillons devront être en quantité suffisante pour permettre une dégustation par une dizaine de personnes (1 Kg minimum).

Les échantillons doivent être livrés aux adresses indiquées dans l'annexe 1 « Echantillons ».

La livraison des échantillons se fait entre le 24 et le 29 septembre 2025 hors samedi et dimanche, entre 7h et 11h. Les candidats sont invités à bien se référer à l'annexe 1 pour vérifier où et quand doivent être livrés les échantillons (4 sites possibles selon les lots).

Les soumissionnaires n'ayant pas remis leurs échantillons selon les dispositions précédentes se verront attribuer la note de zéro lors de l'analyse des offres sur le sous-critère « dégustation ».

**Élimination en cas de note inférieure à la moyenne** : Pour les résultats des commissions techniques, si la note moyenne par lot obtenue par le candidat est strictement inférieure à 10/20, son offre sera éliminée. Cette élimination est fondée sur le fait que la qualité des produits proposés ne répond pas aux exigences minimales du marché.

Sur chaque échantillon il sera indiqué obligatoirement par le candidat :

- Marché de produits surgelés
- LOT N° .....
- N° ligne et libellé BPU du produit
- Référence du produit

Le nom de la société ne devra pas être indiquée sur l'échantillon. Le candidat devra masquer son nom s'il est indiqué sur le produit échantillonné.

Tout candidat livrant un échantillon mal préparé ou mal étiqueté sera pénalisé dans la notation qualité.

La fourniture d'échantillons est gratuite et à la charge du candidat. Les échantillons seront préparés pour être testés. Ils ne seront pas restitués à l'issue de l'examen des offres.

L'acheteur peut décider jusqu'aux jours de livraison d'annuler entièrement ou pour partie la fourniture d'échantillons par les candidats, et de changer le lieu et les dates de livraison.

Les produits devront pouvoir être consommés jusqu'aux dates prévisionnelles de dégustation figurant en annexe 1.

Ces produits feront l'objet d'un test ayant pour objectifs :

- De contrôler la conformité des produits aux spécifications du cahier des clause techniques particulières (CCTP) ;
  - De procéder à un examen comparatif des offres.
- L'évaluation de ces échantillons sera intégrée comme critère de jugement dans l'appréciation des offres des candidats, comme indiqué au présent règlement de consultation.

### **5.3 - Questionnaire égalité femmes-hommes**

Les candidats sont avertis dès à présent qu'il sera demandé au(x) titulaire(s) de chaque contrat de compléter le questionnaire annexé au présent règlement de consultation, qui deviendra une annexe de l'acte d'engagement. Ce document sera uniquement rempli à titre indicatif afin de permettre à la collectivité d'apprécier la volonté et le niveau de maturité des opérateurs économiques de garantir et d'engager concrètement des actions en matière de promotion d'égalité des droits entre les femmes et les hommes.

### **5.4 - Dispositions relatives à l'utilisation du logiciel OCCENA**

#### **5.4-1 Mode opératoire pour générer le bordereau qualité issu d'OCCENA**

Pour les lots du présent marché (lots 1-3-4-7-9 et 11), l'évaluation des informations contenues dans chaque fiche technique sera réalisée par le logiciel OCCENA.

Ce logiciel de notation de la qualité nutritionnelle et sanitaire des offres alimentaires a été spécialement conçu et développé par l'association ACENA dont le groupement de commande des EPLE et structures publiques des Pyrénées Atlantiques fait partie.

Pour générer le bordereau qualité à joindre obligatoirement aux pièces de votre offre (pour chacun des lots cités précédemment), il vous est demandé de vous connecter à l'adresse suivante :

<https://app.occena.fr/> et de créer votre compte fournisseur.

La validation de votre demande d'accès à Occena n'est pas immédiate et peut prendre jusqu'à 24h.

Ce compte vous permettra de répondre à tous les marchés utilisant cette application. L'utilisation de ce système est libre et gratuite.

Une fois enregistré, il vous faudra rechercher le présent marché identifié sous l'identifiant : Breizh Achats 2025-90311.

Les différents lots seront alors accessibles à la saisie. Pour chacun des lots sur lesquels vous candidatez, vous aurez la possibilité soit de saisir manuellement les informations demandées pour toutes les fiches techniques du lot soit d'importer vos données grâce au modèle de tableau vierge proposé sur le site.

Une fois l'ensemble des fiches saisies ou déposées pour un lot, il vous sera demandé de valider votre travail. Cette validation vous permettra d'éditer le bordereau qualité que vous joindrez à votre offre.

Pour toute question ou difficulté technique, vous avez la possibilité de contacter le service technique par e-mail :

[help@occena.fr](mailto:help@occena.fr)

#### **5.4-2 Contrôle des données saisies dans le logiciel OCCENA générant le bordereau qualité**

Pour chacun des lots bénéficiant de l'application OCCENA, il sera procédé à des contrôles aléatoires visant à vérifier la saisie des fournisseurs. Ces contrôles permettront de rapprocher les données figurant sur les fiches techniques fournies par le candidat et les données figurant sur le bordereau. Ce contrôle garantira le respect de la règle du jeu par les soumissionnaires.

Si des distorsions supérieures à 20% sont constatées dans l'analyse des fiches techniques d'un lot, l'offre dudit fournisseur sera éliminée.

Si ces distorsions sont inférieures ou égales à 20%, l'offre du fournisseur est considérée comme irrégulière car entachée d'une simple erreur matérielle. Le soumissionnaire sera alors invité à régulariser son offre dans un délai approprié.

Pour éviter toute erreur dans la saisie des données issues des fiches techniques, merci de lire l'annexe Mode opératoire OCCENA intégrée au dossier de consultation.

## 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

**La remise des offres par voie électronique est obligatoire (la remise des offres par voie papier n'est pas autorisée).** Le candidat devra déposer sa candidature et son offre exclusivement sur le profil acheteur (plateforme <https://www.megalis.bretagne.bzh> ), avant la date et l'heure limite de remise des offres (se référer à la page de garde du présent règlement de la consultation).

### 6.1 - Transmission électronique

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

#### MODALITES RELATIVES A LA SIGNATURE DE L'OFFRE

Conformément aux nouvelles règles en vigueur, la signature des offres n'est plus requise au stade du dépôt des plis, mais uniquement au moment de l'attribution du marché.

Par dérogation aux principes énoncés dans son SPASER régional, Breizh Achats conseille mais n'impose pas la signature électronique du formulaire ATTR11 qui matérialisera l'engagement.

Si le candidat choisit la signature électronique, il devra donc s'équiper d'un certificat électronique, procédé d'identification fiable, répondant aux obligations applicables en la matière. Les services de la Région pourront accompagner les candidats pour se doter d'un certificat de signature électronique. Le certificat doit être détenu par une personne ayant capacité à engager le candidat dans le cadre de la consultation et il doit être valide à la date de signature du contrat (voir arrêté du 12 avril 2018).

#### Outils de signature et formats autorisés au stade de l'attribution :

La réglementation autorise le soumissionnaire à utiliser l'outil de signature de son choix.

**Cas 1 : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature du profil d'acheteur (AtexoSign) -> Aucun justificatif à fournir**

Le profil d'acheteur intègre un outil de signature électronique, qui permet la signature aux 3 formats réglementaires (PADES, XAdES ou CAdES). **Le format PADES est, dans ce cadre, préconisé.**

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur les signatures électroniques transmises et l'outil de signature utilisé.

**Cas 2 : le soumissionnaire utilise un autre outil de signature que celui intégré au profil d'acheteur -> Différents justificatifs à fournir**

Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui du profil acheteur, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- produire des formats de signature PAdES ou XAdES ;
- permettre la vérification, en transmettant les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Ainsi, le signataire **doit transmettre avec sa réponse électronique** les éléments suivants :

- indication de l'outil de signature utilisé :
  - nom de l'outil,
  - éditeur,
  - description succincte (ex : site Internet de présentation).
- indication de l'outil de vérification de signature correspondant, devant être accessible par l'acheteur public
  - lien internet de récupération de l'outil ou fourniture de l'outil lui-même,
  - notice d'utilisation en langue française,
  - présentation d'installation : type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.

- procédure de vérification alternative en cas d'installation ou de vérification impossible pour l'acheteur : contact à joindre, support distant, support sur site, etc.

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires, en langue française.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. L'heure limite retenue pour la réception des plis correspondra au dernier octet reçu. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres. Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente qui ne sera pas ouverte.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

En cas d'absence de copie de sauvegarde, si un programme malveillant est détecté dans l'offre transmise par voie électronique, Breizh Achats procédera à une réparation. En cas d'échec de la réparation, l'offre sera réputée n'avoir jamais été reçue. Le candidat concerné en sera informé.

Si une copie de sauvegarde a été transmise dans les conditions requises à Breizh Achats, et qu'un programme malveillant est détecté dans l'offre transmise par voie électronique, Breizh Achats procédera à l'ouverture de la copie de sauvegarde.

Les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles. Par ailleurs il convient de :

- Proscrire les accents dans les noms de fichiers et plus généralement tous les symboles et caractères spéciaux,
- Ne pas utiliser les .exe et les macros,
- Respecter les recommandations formulées par la plate-forme de dématérialisation des offres lors du processus d'envoi (dossier d'offre au format compressé .zip).

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :  
Région Bretagne

283 avenue général PATTON  
CS 211 01  
35711 RENNES CEDEX 7

### Conseil aux candidats

*L'heure précise et la date limite de réception des plis ne peuvent faire l'objet d'aucune exception. Tout dépôt hors-délai sera éliminé.*

La Région Bretagne encourage donc fortement les opérateurs économiques :

- à tester leurs connexions bien avant l'heure limite de télétransmission (un outil est disponible sur Mégalis Bretagne) ;
- en cas d'envoi multiples, pensez à bien vérifier que le dernier envoi comporte toutes les pièces demandées au présent règlement de la consultation ;

- Conformément à l'article R2151-6 du code de la commande publique, il est rappelé aux candidats que l'offre doit être transmise en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres ;

- à contacter le support technique de Mégalis Bretagne pour toutes questions et/ou problèmes rencontrés au 02.23.48.04.54 ou via le formulaire de saisie en ligne : formulaire de contact entreprise.



**Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite**

## **6.2 - Transmission sous support papier**

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

# **7 - Examen des candidatures et des offres**

## **7.1 - Examen des candidatures**

Il sera procédé à la vérification des pièces de candidature pour les seuls candidats auxquels il est envisagé d'attribuer les marchés après examen des offres.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Après examen des documents relatifs à la candidature, seront éliminés :

- les candidatures ne remplissant pas les conditions d'accès à la commande publique ;
- les candidatures ne présentant pas les garanties techniques, professionnelles et financières suffisantes.

Conformément à l'article R.2161-4 du Code de la Commande Publique : « L'acheteur peut décider d'examiner les offres avant les candidatures. Lorsqu'il fait usage de cette faculté, il examine les candidatures de manière impartiale et transparente. Il veille notamment à ce que sa connaissance des offres n'influe en rien sur l'appréciation des motifs d'exclusion ou des critères de sélection. »

## **7.2 - Attribution des accords-cadres**

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera considérée comme irrégulière.

De plus, conformément aux articles R2152-1 et R2152-2 du Code de la commande publique, les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriée sont éliminées.

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale
---

Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.
---

Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.
--

Toutefois, l'acheteur se réserve la possibilité d'autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition que l'offre ne soit pas anormalement basse et que cette régularisation n'entraîne pas de modification substantielle des offres initiales.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour le lot n°01

Critères	Pondération
1-Prix des prestations ( Evalué sur la base du montant total en euros HT figurant au DQE) - [Montant de l'offre la moins disante / Montant proposé par le candidat]x40	40.0
2-Valeur technique	35.0
<p><i>2.1-Echantillons : les résultats des commissions techniques pour les échantillons testés</i></p> <p><b>Elimination en cas de note inférieure à la moyenne :</b> pour les résultats des commissions techniques, si la note moyenne par lot obtenue par le candidat est strictement inférieure à 10/20, son offre sera éliminée. Cette élimination est fondée sur le fait que la qualité des produits proposés ne répond pas aux exigences minimales du marché.</p>	15.0
<i>2.2-Analyse des fiches techniques via Occena</i>	15.0
<i>2.3-Politique de choix des fournisseurs</i>	5.0
3-Développement durable	20.0
<i>3.1-Juste rémunération du pêcheur</i>	5.0
<i>3.2-Engagement au respect de l'environnement</i>	5.0
<i>3.3-Gestion des emballages</i>	5.0
<i>3.4-Traçabilité de l'approvisionnement</i>	5.0
4-Modalités logistiques	5.0
<i>4.1-Conditions et délais de dépannage</i>	5.0

Pour le lot n°02

Critères	Pondération
1-Prix des prestations ( Evalué sur la base du montant total en euros HT figurant au DQE) - [Montant de l'offre la moins disante / Montant proposé par le candidat]x30	30.0
2-Valeur technique	35.0
<p><i>2.1-Analyse des fiches techniques par la centrale Breizh Achats portant sur le respect du calibre, le conditionnement et la fraîcheur des produits. L'ensemble des fiches techniques sera analysé.</i></p>	20.0
<i>2.2-Politique de choix des fournisseurs</i>	5.0
<i>2.3-Qualité du filetage et du portionnage</i>	10.0
3-Développement durable	35.0
<i>3.1-Engagement au respect de l'environnement en mer et à terre</i>	15.0
<i>3.2-Nombre d'intermédiaires</i>	10.0
<i>3.4-Traçabilité de l'approvisionnement</i>	10.0

Pour les lots n°03, 11

Critères	Pondération
1-Prix des prestations ( Evalué sur la base du montant total en euros HT figurant au DQE) - [Montant de l'offre la moins disante / Montant proposé par le candidat]x40	40.0
2-Valeur technique	50.0
<i>2.1-Echantillons : les résultats des commissions techniques pour les échantillons testés</i> <b>Elimination en cas de note inférieure à la moyenne :</b> pour les résultats des commissions techniques, si la note moyenne par lot obtenue par le candidat est strictement inférieure à 10/20, son offre sera éliminée. Cette élimination est fondée sur le fait que la qualité des produits proposés ne répond pas aux exigences minimales du marché.	20.0
<i>2.2-Analyse des fiches techniques via Occena</i>	25.0
<i>2.3-Politique de choix des fournisseurs</i>	5.0
3-Développement durable	5.0
<i>3.1-Gestion des emballages</i>	5.0
4-Modalités logistiques	5.0
<i>4.1-Conditions et délais de dépannage</i>	5.0

Pour le lot n°04

Critères	Pondération
1-Prix des prestations (Evalué sur la base du montant total en euros HT figurant au DQE) - [Montant de l'offre la moins disante / Montant proposé par le candidat]x30)	30.0
2-Valeur technique	35.0
<i>2.1-Analyse des fiches techniques via Occena</i>	30.0
<i>2.2-Politique de choix des fournisseurs</i>	5.0
3-Développement durable	25.0
<i>3.1-Juste rémunération du producteur</i>	10.0
<i>3.2-Gestion des emballages</i>	5.0
<i>3.3-Traçabilité de l'approvisionnement</i>	10.0
4-Modalités logistiques	5.0
<i>4.1-Conditions et délais de dépannage</i>	5.0
5-Visites d'exploitation / animations	5.0

Pour le lot n°05

Critères	Pondération
1-Prix des prestations (Evalué sur la base du montant total en euros HT figurant au DQE) - [Montant de l'offre la moins disante / Montant proposé par le candidat]x40)	40.0
2-Valeur technique	40.0
<i>2.1-Echantillons : les résultats des commissions techniques pour les échantillons testés</i> <b>Elimination en cas de note inférieure à la moyenne :</b> pour les résultats des commissions techniques, si la note moyenne par lot obtenue par le candidat est strictement inférieure à 10/20, son offre sera éliminée. Cette élimination est fondée sur le fait que la qualité des produits proposés ne répond pas aux exigences minimales du marché.	15.0
<i>2.2-Analyse des fiches techniques par Breizh achats portant sur le respect du calibre proposé, le conditionnement, la composition des produits et les mentions valorisantes qualitatives. L'ensemble des fiches techniques sera analysé.</i>	20.0
<i>2.3-Politique de choix des fournisseurs</i>	5.0
3-Développement durable	15.0
<i>3.1-Juste rémunération du producteur</i>	5.0
<i>3.2-Modes de production durable et bien-être animal</i>	5.0
<i>3.3-Traçabilité de l'approvisionnement</i>	5.0
4-Modalités logistiques	5.0
<i>4.1-Conditions et délais de dépannage</i>	5.0

Pour le lot n°06

Critères	Pondération
1-Prix des prestations (Evalué sur la base du montant total en euros HT figurant au DQE) - [Montant de l'offre la moins disante / Montant proposé par le candidat]x30	30.0
2-Qualité	40.0
<i>2.1-Echantillons : les résultats des commissions techniques pour les échantillons testés</i> <b>Elimination en cas de note inférieure à la moyenne :</b> pour les résultats des commissions techniques, si la note moyenne par lot obtenue par le candidat est strictement inférieure à 10/20, son offre sera éliminée. Cette élimination est fondée sur le fait que la qualité des produits proposés ne répond pas aux exigences minimales du marché.	15.0
<i>2.2-Analyse des fiches techniques par Breizh achats portant sur le respect du calibre proposé, le conditionnement et la composition des produits. L'ensemble des fiches techniques sera analysé.</i>	20.0
<i>2.3-Politique de choix des fournisseurs</i>	5.0
3-Développement durable	25.0
<i>3.1-Juste rémunération du producteur</i>	5.0
<i>3.2-Modes de production durable et bien-être animal</i>	5.0
<i>3.3-Gestion des emballages</i>	5.0
<i>3.4-Traçabilité de l'approvisionnement</i>	10.0
4-Modalités logistiques	5.0
<i>4.1-Conditions et délais de dépannage</i>	5.0



Pour le lot n°07

Critères	Pondération
1-Prix des prestations (Evalué sur la base du montant total en euros HT figurant au DQE) - [Montant de l'offre la moins disante / Montant proposé par le candidat]x40)	40.0
2-Valeur technique	40.0
<p>2.1-Echantillons : les résultats des commissions techniques pour les échantillons testés</p> <p>Elimination en cas de note inférieure à la moyenne : pour les résultats des commissions techniques, si la note moyenne par lot obtenue par le candidat est strictement inférieure à 10/20, son offre sera éliminée. Cette élimination est fondée sur le fait que la qualité des produits proposés ne répond pas aux exigences minimales du marché.</p>	15.0
2.2-Analyse des fiches techniques via Occena	20.0
2.3-Politique de choix des fournisseurs	5.0
3-Développement durable	15.0
3.1-Gestion des emballages	5.0
3.2-Performance en matière d'approvisionnement direct	5.0
3.3-Traçabilité de l'approvisionnement	5.0
4-Modalités logistiques	5.0
4.1-Conditions et délais de dépannage	5.0

Pour les lots n°08, 10

Critères	Pondération
1-Prix des prestations (Evalué sur la base du montant total en euros HT figurant au DQE) - [Montant de l'offre la moins disante / Montant proposé par le candidat]x30)	30.0
2-Valeur technique	35.0
<p>2.1-Echantillons : les résultats des commissions techniques pour les échantillons testés</p> <p>Elimination en cas de note inférieure à la moyenne : pour les résultats des commissions techniques, si la note moyenne par lot obtenue par le candidat est strictement inférieure à 10/20, son offre sera éliminée. Cette élimination est fondée sur le fait que la qualité des produits proposés ne répond pas aux exigences minimales du marché.</p>	10.0
2.2-Analyse des fiches techniques par Breizh achats portant sur le respect du calibre proposé, le conditionnement. L'ensemble des fiches techniques sera analysé.	20.0
2.3-Politique de choix des fournisseurs	5.0
3-Développement durable	30.0
3.1-Juste rémunération du producteur	10.0
3.2-Gestion des emballages	5.0
3.3-Performance en matière d'approvisionnement direct	5.0
3.4-Traçabilité de l'approvisionnement	10.0
4-Modalités logistiques	5.0
4.1-Conditions et délais de dépannage	5.0

Pour le lot n°09

Critères	Pondération
1-Prix des prestations ( Evalué sur la base du montant total en euros HT figurant au DQE) - [Montant de l'offre la moins disante / Montant proposé par le candidat]x40)	40.0
2-Valeur technique	45.0
<i>2.1-Echantillons : les résultats des commissions techniques pour les échantillons testés</i> <b>Elimination en cas de note inférieure à la moyenne :</b> pour les résultats des commissions techniques, si la note moyenne par lot obtenue par le candidat est strictement inférieure à 10/20, son offre sera éliminée. Cette élimination est fondée sur le fait que la qualité des produits proposés ne répond pas aux exigences minimales du marché.	20.0
<i>2.2-Analyse des fiches techniques via Occena</i>	20.0
<i>2.3-Politique de choix des fournisseurs</i>	5.0
3-Développement durable	10.0
<i>3.1-Gestion des emballages</i>	5.0
<i>3.2-Traçabilité de l'approvisionnement</i>	5.0
4-Modalités logistiques	5.0
<i>4.1-Conditions et délais de dépannage</i>	5.0

Pour les lots n°12.1, 12.2, 12.3

Critères	Pondération
1-Prix des prestations ( Evalué sur la base du montant total en euros HT figurant au DQE) - [Montant de l'offre la moins disante / Montant proposé par le candidat]x30)	30.0
2-Valeur technique	25.0
<i>2.1-Analyse des fiches techniques par Breizh Achats portant sur le respect du calibre demandé, le conditionnement, la composition des produits. L'ensemble des fiches techniques sera analysé.</i>	20.0
<i>2.2-Politique de choix des fournisseurs</i>	5.0
3-Développement durable	30.0
<i>3.1-Juste rémunération du producteur</i>	10.0
<i>3.2-Performance en matière d'approvisionnement direct</i>	10.0
<i>3.3-Traçabilité de l'approvisionnement</i>	10.0
4-Modalités logistiques	10.0
<i>4.1-Modalités de reprise des caisses</i>	10.0
5-Visites d'exploitation / animations	5.0

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque sous-critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

### 7.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent :

- Le formulaire ATTRI 1 « Acte d'engagement » complété et signé électroniquement (de préférence) ou de façon manuscrite
- La délégation de signature le cas échéant
- Les certificats et attestations (art. R2143-6 et suivants du CCP)
- L'attestation d'assurance de responsabilité prévue à l'article L241-2 du code des assurances.
- Le BPU/DQE complété de la partie après attribution (colonnes vertes, voir légendes des BPU/DQE) dans un délai maximum de 15 jours calendaires après l'envoi du courrier d'attribution
- Le questionnaire sur l'égalité femme-homme complété

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

S'il est envisagé d'attribuer le marché à un groupement d'entreprises, deux possibilités pour la signature du formulaire ATTRI 1 :

- Soit le mandataire du groupement n'a pas été habilité à signer le marché public : tous les membres du groupement devront signer le formulaire ATTRI1.
- Soit le mandataire du groupement a été habilité à signer le marché public : seul le mandataire signe le formulaire ATTRI1. En annexe du formulaire, il communique toutefois à l'acheteur les pouvoirs lui conférant l'habilitation signée par les autres membres du groupement.

Si le candidat choisit la signature électronique, il doit disposer d'un certificat électronique pour signer le formulaire ATTRI « Acte d'engagement ». Le format de la signature devra être conforme au référentiel général d'interopérabilité et au format XADES ou PADES (le format PADES est préconisé). Le niveau de sécurité exigé est celui de la plateforme Megalis Bretagne : <https://marches.megalisbretagne.org>

## 8 - Renseignements complémentaires

### 8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.megalis.bretagne.bzh>. Aucun renseignement ne sera donné par téléphone.

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis soit au plus tard le 25 août 2025, 16h00.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis soit le 29 août 2025.

### 8.2 - Procédures de recours

Tout différend survenant à l'occasion de la présente consultation collective sera soumis, préalablement à tout recours, à l'Acheteur.

Si aucune solution n'est trouvée il est possible de faire appel à la médiation en saisissant le comité consultatif de règlement amiable des litiges :

Le Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Nantes

Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence et de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE) des Pays-de-la-Loire

Immeuble Skyline

22, mail Pablo Picasso

BP 24209

44042 NANTES Cedex 1

Tél : 02 53 46 79 83

Fax : 02 53 46 79 79

Mél : paysdl.ccira@direccte.gouv.fr

Ou de faire un recours auprès du tribunal administratif :

Tribunal Administratif de Rennes  
Hôtel de Bizien  
3 Contour de la Motte  
35044 RENNES CEDEX CS 44416

Tél : 02 23 21 28 28

Télécopie : 02 99 63 56 84

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <http://rennes.tribunal-administratif.fr>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Rennes  
Hôtel de Bizien  
3 Contour de la Motte  
35044 RENNES CEDEX CS 44416

Tél : 02 23 21 28 28

Télécopie : 02 99 63 56 84

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <http://www.ta-rennes.juradm.fr/>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) Pays de la Loire  
22 mail Pablo PICASSO - BP 24209 - 44042 NANTES cedex 1  
02 53 46 79 00  
[pays-de-la-loire@dreets.gouv.fr](mailto:pays-de-la-loire@dreets.gouv.fr)